



RERISS

Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales
ISSN: 2708-275X

www.reriss.org

Numéro 01

**REVUE D'ETUDES ET DE RECHERCHES
INTERDISCIPLINAIRES EN
SCIENCES SOCIALES**



ISSN: 2788 - 275x

Avril 2020



RERISS

Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales
ISSN: 2708-275X

ORGANISATION

Directeur de publication

Monsieur BAHA Bi Youzan Daniel, Professeur Titulaire de Sociologie du Développement Economique et Social, Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan-Côte d'Ivoire)

Directeurs de la rédaction

Monsieur TOH Alain, Maître de Conférences de Sociologie du Développement rural, Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan-Côte d'Ivoire)

Monsieur DJE Bi Tchan Guillaume, Maître de Conférences de Psychologie génétique différentielle, Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan-Côte d'Ivoire)

Secrétariat de rédaction

KOFFI-DIDIA Adjoba Marthe, Maître de Conférences de Géographie rurale, Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan-Côte d'Ivoire)

Monsieur SEHI Bi Tra Jamal, Maître-Assistant de Sociologie du Développement Economique et Social, Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan-Côte d'Ivoire)

Monsieur BAH Mahier Jules Michel, Maître-Assistant de Sociologie du Politique, Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan-Côte d'Ivoire)

Mademoiselle N'CHOT Apo Julie, Maître-Assistant de Sociologie de la Famille et de l'Education, Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan-Côte d'Ivoire)

Madame KOUAME Solange, Maître-Assistant (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Comité Scientifique

Monsieur AKA Adou, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur AKA Kouamé, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur ALLOU Kouamé René, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur ASKA Kouadio, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur ATTA Koffi Lazare, Directeur de recherches (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur BAH Henry, Professeur Titulaire (Université Alassane Ouattara, Bouaké, RCI)



RERISS

Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales
ISSN: 2708-275X

Monsieur BANEGAS Richard, Professeur Titulaire (Institut d'Etudes Politiques, Paris, France)

Monsieur BIAKA Zasséli Ignace, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur BOA Thiémélé Ramsès, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur CHAUVÉAU Jean Pierre, Directeur de Recherches (IRD, Montpellier, France)

Monsieur DAYORO Z. A. Kévin, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur DEDY Séri Faustin, Maître de Recherches (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur DOZON Jean Pierre, Directeur de Recherches (EHSS, Marseille, France)

Monsieur EZOUA C. Thierry A., Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur GOGBE Téré, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur HAUHOUOT Célestin, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur IBO Guéhi Jonas, Directeur de Recherches (Université Nangui Abrogoua, Abidjan, RCI)

Madame KOFFIE-BIKPO Céline Yolande, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur KONE Issiaka, Professeur Titulaire (Université Alassane Ouattara, Bouaké, RCI)

Monsieur KOUADIO Guessan, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur KOUAKOU N'Guessan F., Professeur Titulaire (Université Alassane Ouattara, Bouaké, RCI)

Monsieur KOUASSI N'goran F., Directeur de Recherches (Université Alassane Ouattara, Bouaké, RCI)

Monsieur KOUDOU Opadou, Professeur Titulaire (Ecole Normale Supérieure, Abidjan, RCI)

Monsieur N'DA Paul, Professeur Titulaire (Ecole Normale Supérieure, Abidjan, RCI)

Monsieur N'DOUBA Boroba F., Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)



RERISS

Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales
ISSN: 2708-275X

Monsieur TRA Fulbert, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Comité de lecture

Monsieur ADJA Vanga Ferdinand, Professeur Titulaire (Université Peleforo Gon Coulibaly, Korhogo, RCI)

Monsieur AGNISSAN Aubin, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur DIGBO Gogui Albert, Maître-Assistant (Université Jean Lorougnon Guédé, Daloa, RCI)

Monsieur KEI Mathias, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur KONIN Sévérin, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur KOUAKOU Ossei, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur KOUDOU Landry Roland, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Madame LODUGNON-Kalou Evelyne (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur NASSA Dabié Axel, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur NKELZOK KOMTSINDI Valère, Professeur Titulaire (Université de Douala, Douala, Cameroun)

Monsieur OTEME Appolos Christophe, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur OUKOUBO Gnabro, Professeur Titulaire (Université Peleforo Gon Coulibaly, Korhogo, RCI)

Madame PIRON Florence, Professeur Titulaire (Université Laval, Montréal, Canada)

Monsieur YOMB Jacques, Maître de Conférences (Université de Douala, Douala, Cameroun)



SOMMAIRE

Préface

BAHA Bi Youzan Daniel

Conférence inaugurale à l'occasion du 4^{ème} séminaire annuel du Laboratoire d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales (LERISS) tenu à l'Université Félix Houphouët Boigny sur « Les défis de l'émergence de la Côte d'Ivoire »

DEDY Séri Faustin 1

Préalables à l'émergence de la Côte d'Ivoire : la question des mentalités

BAHA Bi Youzan Daniel 21

Partage de l'aliment en Afrique : expression du renforcement du lien social et facteur de cohésion sociale

KOUASSI N'goran François..... 32

Changement climatique et stratégies d'adaptation chez les riziculteurs de la commune de Dabou (Côte d'Ivoire)

MOUROUFIE Kouassi K. V., TRA Fulbert & DJE Bi Tchan G..... 38

Différenciation sociale et mariage à Abidjan : *une analyse à partir des couples dans la commune de Yopougon*

TRAORE Tiamba, BAH Mahier Jules Michel & TOH Alain 56

Pluralité des légitimités d'acteurs et routinisation de la violence autour du Parc National du Mont Péko (Côte d'Ivoire)

GOHOU Kebly Serge Euloge 73

Ecole face aux productions idéologiques et au statut des filles dans le département de Korhogo et de Bondoukou

AKPOUE Adjoua Marie Charlotte..... 96

Au prisme du renforcement de la cohésion sociale dans la sous-préfecture de Duékoué : *une analyse de cas du village de Tobly-Bangolo*

DOTE Chantal..... 103

Approche individuelle et institutionnelle de la déviance scolaire: cas des élèves du Lycée moderne de Guiglo

BOUMI Minkalokeu Léonce..... 117

Prise en charge des enfants prématurés de l'hôpital général de Grand-Bassam

KACOU Nigié Laurence 134



Motivation et rendement du personnel dans les établissements publics nationaux : cas de l'université Felix Houphouët-Boigny d'Abidjan-Cocody AGNICHIO Clotilde	145
La mutuelle de santé dans le secteur du transport urbain privé à Abidjan à l'épreuve de la gouvernance syndicale GBOHOU Innocent	157
Pratique managériale et motivation des travailleurs des entreprises privées de Côte d'Ivoire KOUADIO N'Guessan Hippolyte	171
Des usages des services financiers mobiles en contexte transnational. Exemple des transmigrants Burkinabé de première génération installés à Méagui (Côte d'Ivoire) DAGO N'guessan Franck & TOH Alain	187



RERISS

Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales
ISSN: 2708-275X

PREFACE

La Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales vient apporter une réponse à une multitude d'interrogations des Chercheurs et Enseignants-Chercheurs de l'Unité de Formation et de Recherche des Sciences de l'Homme et de la Société (UFR-SHS) d'une part, et des étudiants de Master et de Doctorat d'autre part. Quatre raisons fondamentales justifient a priori ces interrogations et cette naissance.

- La première est que toute Université ou institution d'enseignement supérieur ne vaut que par la puissance de ses recherches et des résultats de celles-ci. Les colloques, les Séminaires, les journées scientifiques, les symposiums, les tables rondes ou tout autre meeting d'intérêt scientifique, à caractère national et ou international, doivent y contribuer.
- La deuxième est que les résultats et/ou les produits des travaux de recherche doivent être publiés pour être connus dans le monde scientifique. Telle doit être la vision ou l'ambition de tout chercheur. Telle est aussi la mission de toute revue scientifique de qualité.
- La troisième est que la recherche supporte l'enseignement et en assure la qualité et la pérennité. La recherche assure la renommée de l'Université sur le plan international. Cela est d'autant plus vrai que le Professeur HAUHOOT Asseypo, ancien Président de l'Université de Cocody écrivait dans la préface de la première Edition 2000 de l'Annuaire de la Recherche ceci : « par sa dynamique holistique, la recherche apparaît comme le meilleur garant de l'avenir et de la solidarité qu'il n'est même pas exagéré de dire que toutes les autres activités tiennent d'elle leur légitimité. » La revue constitue indiscutablement en la matière le support idéal.
- La quatrième raison est que la promotion des Chercheurs et des Enseignants-Chercheurs, leur épanouissement scientifique, pédagogique et leurs profils de carrière dans les différents grades du CAMES passent inévitablement et nécessairement par les publications dans des revues de référence.

En rapport avec ces quatre raisons, il est à constater que depuis la fin des années 1980, l'éclatement de l'ancienne Faculté des Lettres Arts et Sciences Humaines en quatre UFR a consacré la disparition des Cahiers de la Faculté et des Annales de l'Université. L'UFR-SHS qui compte onze départements, dont six filières d'enseignement, trois Instituts et deux Centres de Recherche, ne dispose plus de revue à sa dimension. Il est bon de rappeler à juste titre que l'UFR-SHS est la plus grande de par ses effectifs d'étudiants (15 700), de Chercheurs et d'Enseignants-Chercheurs (500 environ) et de personnels administratifs et techniques « PAT » (100 environ).

S'il est vrai que chaque département fait l'effort de se doter d'une ou de deux revues caractérisées généralement par des parutions intermittentes ou irrégulières, à défaut



RERISS

Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales
ISSN: 2708-275X

de disparaître purement et simplement faute de moyen, il n'en demeure pas moins que cela est largement en deçà des attentes.

Il va sans dire que la plupart des Chercheurs et Enseignants-Chercheurs s'adressent à des revues étrangères en Afrique, en Europe et/ou en Amérique pour publier leurs travaux avec des fortunes diverses (rejets d'articles, retard des publications et longues attentes etc.).

C'est donc pour résoudre un tant soit peu ces problèmes que les équipes de recherche, les Conseils de département et le Conseil d'UFR-SHS ont suggéré la création de deux revues scientifiques à l'UFR.

La première sera destinée aux publications des travaux de recherche en sciences sociales et humaines. La deuxième revue publiera, outre les résultats des recherches en sciences sociales, les communications des spécialistes d'autres disciplines scientifiques (sciences médicales, juridiques, économiques, agronomiques, etc.).

Cela devra résoudre ainsi les problèmes d'interdisciplinarité et pluridisciplinarité dans la mesure où les sciences sociales sont des sciences transversales au carrefour de toutes les disciplines.

Pour ce faire, la périodicité à terme est de deux parutions annuelles, c'est-à-dire une parution semestrielle pour chaque revue.

En ce qui concerne particulièrement la Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales (RERISS), l'on devra admettre des numéros spéciaux et des parutions exceptionnelles selon les intérêts et les enjeux du moment.

Il pourra, par exemple, s'agir des numéros spéciaux consacrés aux travaux d'étudiants (Doctorants et Masterants), des actes de colloques et séminaires, des études de projets d'intérêt scientifique avec des partenaires extérieurs, ainsi que de toute autre initiative pouvant aboutir à une mise en commun des travaux issus de plusieurs spécialités et sujets dans divers domaines de la recherche scientifique.

C'est l'exemple de ce tout premier numéro RERISS qui sera mis à la disposition du public en vue de bénéficier des critiques et observations de la communauté Scientifique pour une réelle amélioration.

Toutefois l'accent doit être mis (et ce serait l'idéal) sur les parutions thématiques semestrielles en rapport avec l'actualité du moment.

Si ce principe est acquis, l'on doit s'atteler à préserver ou à sauvegarder la pérennité de la revue et à assurer sa pleine promotion sur le long terme. Cette promotion et cette pérennisation doivent se faire grâce à la mobilisation et la détermination de l'ensemble des animateurs de la revue tous les grades universitaires confondus.

L'on doit ensuite s'atteler à régler la fameuse question de financement qui bloque généralement tout projet de cette nature. En effet la pérennisation et le rayonnement d'une revue de référence dépendent aussi et surtout de ses moyens financiers. Pour éviter une existence éphémère à la RERISS, il est souhaitable que les responsables de



RERISS

Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales
ISSN: 2708-275X

la Revue fassent d'abord un minimum de sacrifice par des cotisations à un montant supportable. Ensuite, tous les responsables et animateurs doivent souscrire à un abonnement obligatoire, ce qui signifie : à chacun son exemplaire (à un coût qui sera fixé d'un commun accord). Enfin, tous les auteurs sans exception, désireux de publier doivent contribuer à une hauteur financièrement supportable aux frais d'édition de leurs travaux.

Telles sont les suggestions susceptibles d'aider les animateurs de cette revue à assurer un minimum de garantie pour sa survie.

Par notre volonté commune et notre détermination, ce projet peut devenir une réalité pour le bonheur des initiateurs, en particulier des Chercheurs et Enseignants-chercheurs de l'UFR.

Pour terminer, je tiens à remercier tous ceux qui œuvrent inlassablement chaque jour de façon désintéressée afin que ce qui était naguère un rêve devienne une réalité. Il s'agit en premier lieu de tous les membres du Laboratoire d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales, qui constituent plus qu'une équipe de recherche, un esprit à nul autre pareil.

Il s'agit ensuite de tous les Chercheurs et Enseignants-chercheurs, membres des différents comités (Comité scientifique, Comité de lecture, Comité de rédaction, etc.).

Il s'agit encore de la Direction des Editions Universitaires de Côte d'Ivoire (EDUCI).

Il s'agit enfin des membres fondateurs de la RERISS, garants moraux et scientifiques de la survie de cette œuvre commune.

Merci à vous tous.

Vive la recherche à l'UFR-SHS et longue vie à la revue RERISS.

Professeur BAHA BI Youzan Daniel
Directeur de Publication RERISS



Des usages des services financiers mobiles en contexte transnational. Exemple des transmigrants Burkinabé de première génération installés à Méagui (Côte d'Ivoire)

DAGO N'guessan Franck & **TOH Alain**
franck.dago-ufhb@gmail.com & *alain.toh.1@gmail.com*
Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan

Résumé

L'objectif du présent article est d'analyser la construction sociale des usages des services financiers mobiles par les transmigrants Burkinabé de première génération installés dans la ville de Méagui. À partir d'une enquête qualitative réalisée auprès des transmigrants (de première et de seconde génération) et des représentants des opérateurs de réseaux mobiles, une description des logiques sociales liées aux usages des services financiers mobiles et une typologie de ces usages sont présentées.

Il ressort de ce travail que la compétence/confiance technologique, l'accessibilité des services financiers mobiles, la valeur perçue des montants à transférer, la fiabilité et la facilité qui caractérisent ces services (aux yeux des participants à l'étude) fondent leurs usages. Par ailleurs, à côté des envois directs effectués à partir de l'artefact, le recours à la médiation apparaît comme un type d'intervention qui caractérise ces pratiques.

Mots-clés: Transnationalisme, usage, service financier mobile

Abstract

The present study aimed to analyze social construction of mobile financial services uses by first generation Burkinabé transmigrants in Méagui. Based on a qualitative survey carried out among transmigrants (first and second generation) and representatives of mobile network operators, a description of the social logics linked to the uses of mobile financial services and a typology of these uses are presented.

It emerges from this work that technological competence/confidence, the accessibility of mobile financial services, the perceived value of the amounts to be transferred, the reliability and ease that characterize these services (in the eyes of the study participants) are the basis of their uses. . In addition, alongside direct mailings made from the artifact, recourse to mediation appears to be a type of intervention that characterizes these practices.

Keywords : Transnationalism, use, mobile financial service



Introduction

À l'instar de bien d'autres phénomènes, les migrations internationales ont été fortement influencées par la montée du capitalisme et aussi par le développement des moyens de transport et de communication. Ces influences se traduisent notamment par l'intensification des migrations à travers le monde, leur massification, et par la construction de champs sociaux transnationaux (Glick-Schiller, Basch & Blanc-Szanton, 1992). Cette construction de champs sociaux transnationaux (ou transnationalisme) est elle-même vécue de diverses manières par les communautés diasporiques. Elle revêt parfois la forme d'échanges de soins et de soutiens entre les membres d'une même famille vivant dans des pays différents (parenté et parentalité transnationales) (Merla & Baldassar, 2010). Dans certains cas, il s'agit d'une participation des diasporas au développement de leurs pays (ou villages) d'origine (Bredeloup & Bertoncello, 2016 ; De Haas, 2010). Le transnationalisme peut aussi être politique avec, par exemple, la participation des diasporas aux consultations électorales organisées dans leurs pays d'origine (Lacroix, Sall & Salzbrunn, 2008). À côté de ces différentes illustrations, il faut ajouter, à la suite de Potot (2018), que le transnationalisme est surtout vécu à travers l'intense mobilité des transmigrants entre le pays d'accueil et le pays d'origine.

Les transferts de fonds et les technologies de l'information et de la communication (TIC) contribuent de manière significative à l'animation des champs sociaux transnationaux. En effet, les premiers servent à financer les actions de développement impulsées par les transmigrants ou encore à permettre aux membres des familles transnationales qui les reçoivent de subvenir à leurs besoins. Les seconds favorisent l'émergence de nouvelles formes de sociabilité et permettent aux transmigrants de fonder et d'entretenir une culture de lien impliquant aussi leurs familles et les communautés de leurs pays d'origine (Diminescu, 2005 ; Mattelart, 2009 ; Nedelcu, 2010).

En Afrique, les transferts de fonds réalisés par les diasporas constituent une importante ressource pour les économies. Selon Sawadogo (2016), ces transferts sont sept (07) fois supérieures à l'aide publique au développement et dépassaient, en 2011, la barre des 350 milliards de dollars US. Il convient toutefois de souligner que l'estimation de la valeur réelle de ces transferts de fonds transnationaux est difficile à réaliser, étant donné que de nombreux transmigrants privilégient l'usage de canaux informels¹ de transferts de fonds. Ces canaux informels permettraient d'ailleurs de

¹Lescanoux « informels » de transferts de fonds désignent des systèmes de transactions financières qui permettent aux transmigrants d'envoyer de l'argent sans passer par les institutions financières officielles (banques, services Western union, Money gram, etc.). Ces systèmes sont fondés sur la confiance mutuelle, les liens de parenté ou l'origine géographique. Ils permettent, par exemple, aux transmigrants sénégalais installés en France d'envoyer



transférer des montants supérieurs à ceux transférés via les circuits officiels (banques, services de transferts d'argent tels que Western Union, Money Gram, etc.) (OIT, 2010 ; Sarr, 2009). Selon Néya (2016) et Zongo (2016), l'analyse des pratiques financières transnationales de la diaspora burkinabé en Côte d'Ivoire confirme l'effectivité du recours aux canaux informels de transferts de fonds et la préférence des transmigrants burkinabé pour ces dits canaux. En effet, l'usage régulier des canaux informels par les transmigrants burkinabé (Zongo, *idem*) s'expliquerait par l'absence de structures de transfert d'argent dans les zones d'habitation de certains transmigrants et aussi par l'analphabétisme en langue française des transmigrants de première génération² (Néya, *op. cit.*). Les individus appartenant à la catégorie des transmigrants de seconde génération afficheraient plutôt une préférence pour les canaux formels de transferts de fonds et une maîtrise de ces dispositifs, en raison de leur niveau d'instruction supérieur à celui de la première génération.

Toutefois, des données empiriques issues des travaux de Barussaud, Morvant-Roux et Ilboudo (2017) (dans le département de Méagui, sud-ouest de la Côte d'Ivoire) révèlent que les transferts de fonds effectués par les transmigrants burkinabé vers leur pays d'origine à partir des canaux informels représentent 12% du nombre total de transferts de fonds et 13% du volume total de ces transferts. La proportion des transferts de fonds réalisés à partir de services de transferts d'argent internationaux tels que Western union, Money gram, etc. est évaluée à 28% (38% du montant total des transferts de fonds) et celle des transferts de fonds réalisés à partir des services financiers mobiles est estimée à 31% (23% du montant total des transferts de fonds)³ (Barussaud et *al.*, *idem*). En outre, il convient de préciser que la diaspora burkinabé installée dans le département de Méagui est majoritairement analphabète en langue française : 70% des membres de cette communauté diasporique installés dans le département de Méagui n'ont pas été scolarisés (Barussaud et *al.*, *idem*). Ainsi, l'on remarque que les services financiers mobiles, canaux formels, apparaissent comme

de l'argent à leurs parents dans leur pays d'origine par l'intermédiaire d'hommes d'affaires qui reçoivent l'argent des transmigrants à Paris et qui disposent de répondants au Sénégal où les familles de transmigrants peuvent retirer la totalité du montant transféré la minute qui suit le paiement par l'attribution d'un numéro de transfert (Sarr, *op. cit.*). Dans d'autres cas, utiliser des canaux « informels » de transferts de fonds signifie confier une somme d'argent à un membre de la communauté diasporique qui effectue un voyage dans le pays d'origine afin que ce dernier remette cet argent aux membres de la famille qui y vivent (Zongo, *op. cit.*).

²Le concept de « transmigrant » a été préféré à « migrant » compte tenu du fait que dans le cadre de cette recherche, nous avons mobilisé un cadre théorique intégrant à la fois le transnationalisme de Glick Schiller et *al.* (*op. cit.*) (qui propose que les migrants soient appelés « transmigrants ») et la construction sociale des usages de Proulx (2005).

³Ces résultats ont été produits non pas à partir du nombre total de transferts de fonds réalisés par les transmigrants burkinabés à destination du Burkina Faso, mais à partir d'un recensement de 337 transferts de fonds réalisés par (Barussaud et *al.*, *op. cit.*) sur une période de trois mois.



les canaux de transferts de fonds les plus utilisés par une population pourtant majoritairement analphabète en langue française. Par ailleurs, il faut souligner que les usages des services financiers mobiles n'excluent pas la première génération de transmigrants, dans laquelle l'on retrouve des usagers des services financiers mobiles qui sont parfois même analphabètes en langue française⁴. Au regard de ce qui précède, l'influence du niveau d'instruction comme facteur à l'origine des usages des services financiers mobiles paraît discutable. Dès lors, il sied de tenter d'apporter des réponses aux interrogations suivantes : comment se construisent les usages des services financiers mobiles des transmigrants Burkinabé de première génération dans le contexte transnational à l'étude ? Quelles sont les logiques sociales liées aux usages des services financiers mobiles pour la réalisation des transferts de fonds dans le champ social transnational considéré ? Mieux, comment les transmigrants de première génération construisent-ils les usages des services financiers mobiles dans leur espace social ? Qu'est-ce qui fonde les types d'usages des services mobilisés par ces transmigrants pour leurs opérations de transferts de fonds entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso ?

Ce questionnement constituera les deux grandes articulations de la présente contribution dont la méthodologie est présentée ci-après.

I- METHODOLOGIE

L'énoncé du problème, à l'origine de ce travail de recherche, a exigé la mise en œuvre d'une méthodologie qualitative. La recherche descriptive interprétative (Gallagher, 2014) a été mobilisée. Cette stratégie de recherche a conduit à l'usage d'entretiens individuels (25 entretiens individuels auprès d'acteurs diversifiés) et de focus group discussion (01 focus group discussion réalisé avec 07 participants). Le choix de ces acteurs s'est opéré sur la base des exigences de l'approche qualitative reposant sur l'échantillonnage institutionnel et l'échantillonnage d'acteurs par contraste tels que développés par les travaux de Pirès (1997) et de Savoie-Zajc (2007). Ces types d'échantillonnage, spécifiques à la recherche interprétative en sciences humaines, ont permis de collecter des données auprès du service marketing des services financiers mobiles du groupe MTN-Côte d'Ivoire et de transmigrants (de première et de seconde génération) installés à Méagui.

L'analyse des données collectées a été réalisée suivant les principes de l'analyse thématique de Paillé et Mucchielli (2012). Cette méthode d'analyse a vocation à permettre au chercheur de produire une description des processus sociaux à l'étude

⁴ Ces constats émanent d'une enquête exploratoire réalisée à Méagui, à l'aide d'entretiens individuels. Les acteurs interrogés dans le cadre de cette enquête sont des transmigrants Burkinabé (première et seconde génération), et certains responsables de la Délégation consulaire du Burkina Faso à Méagui.



et d'illustrer cette description par la construction d'arbres thématiques. L'analyse thématique implique, dans un premier temps une thématisation du corpus (annotation des parties significatives du corpus avec des thèmes), dans la perspective de l'élaboration d'un relevé de thèmes. Une fois ce travail terminé, l'étape suivante consiste en la réalisation de regroupements thématiques, à partir de l'identification d'ensembles thématiques saillants et d'axes thématiques (pôles ou dénominations autour desquels se structurent les ensembles thématiques saillants pour donner naissance aux regroupements thématiques). Les différents regroupements thématiques ont enfin été mis en relation suivant les modes empiriques et théoriques afin de réaliser la construction de l'arbre thématique. La thématisation du corpus, l'élaboration du relevé de thèmes et les regroupements thématiques ont été effectués à partir du logiciel MAX QDA 2018 2.0.

L'interprétation des résultats de cette présente contributions'est nourried'un cadre théorique multi-référencé, bâti autour du concept de compétence/confiance technologique (Silverstone et *al.* 1989), et qui intègre à la fois le transnationalisme de Glick Schiller et *al.* (1992) et la construction sociale des usages telle que perçu par Proulx (2005). Ce cadre théorique multi-différencié fondé sur le socio-constructivisme met en jeu l'apparition d'une dynamique nouvelle au niveau du phénomène migratoire et des migrations internationales en particulier, qui ont longtemps favorisé une « rupture » avec l'espace/pays d'origine et parfois une sédentarisation des migrants. Selon ce cadre théorique, cette dynamique nouvelle est à saisir en tenant compte d'une pluralité de facteurs socio-économiques tels que la montée du capitalisme au niveau mondial et le progrès des moyens de transport et de communication, entraînant de nouveaux modes de vie liant les espaces de départ et les espaces d'accueil des migrants et une nouvelle propriété aux relations sociales qui lient les migrants à leurs pays d'origine et aux structures sociales auxquelles ces migrants appartiennent, produisant ainsi le transnationalisme.

Mise en relation avec la théorie de la construction sociale des usages de Proulx⁵, cette approche socio-constructiviste transnationale révèle, en somme, que les groupes sociaux ne sont plus nécessairement définis par des territoires nationaux et qu'ils peuvent inventer des espaces déterritorialisés par leurs mobilités, leurs réseaux et leurs imaginaires.

La mise en œuvre de cette méthodologie a permis de parvenir aux résultats présentés et analysés dans la partie ci-après.

⁵Le modèle de Proulx (2005) qui s'articule principalement autour des concepts d'« appropriation » et d'« usage », vise à mettre en évidence le caractère dynamique des usages des TIC.



II - RESULTATS

II-1 Construction sociale des usages des services financiers mobiles par les transmigrants de première génération

II-1-1 La compétence / confiance technologique et les usages des services financiers mobiles pour la réalisation des transferts de fonds transnationaux

Les usages des services financiers mobiles des transmigrants Burkinabé de première génération sont fondés sur un ensemble de significations associées aux services financiers mobiles et à l'artefact à partir duquel on a accès à ces services. La compétence/confiance technologique, qui renvoie ici à la manière dont les transmigrants apprécient leurs aptitudes à se servir des services financiers mobiles pour les transferts de fonds, joue un rôle important.

La compétence/confiance technologique, en matière d'usage des services financiers mobiles, renvoie à la maîtrise technique du téléphone mobile, artefact à partir duquel les transactions sont effectuées. Cette maîtrise n'est pas toujours totale, vu que le téléphone mobile possède aujourd'hui de multiples fonctionnalités auxquelles certains usagers ne sont pas forcément familiers (lecteur multimédia, accès à internet et aux réseaux sociaux numériques, les services financiers mobiles, etc.). Parfois, la maîtrise du téléphone mobile des transmigrants se limite à la capacité à décrocher des appels. En outre, certains transmigrants de première génération affirment qu'ils arrivent à émettre et à recevoir des appels, à se connecter aux réseaux sociaux numériques tels que Facebook ou WhatsApp alors que dans le même temps, ils estiment qu'ils ne sont pas en mesure de transférer de l'argent à partir de leurs comptes services financiers mobiles. Cette « incompétence » technologique traduit surtout une crainte de se tromper lors de l'exécution du protocole USSD⁶ et par conséquent, de perdre les fonds devant être transférés.

Pour certains transmigrants Burkinabé de Méagui, la compétence/confiance technologique en matière d'usage des services financiers mobiles dépend des compétences scolaires, car l'exécution du protocole USSD requiert une connaissance des chiffres et des compétences en matière de lecture. C'est justement ce qui apparaît par exemple dans les propos suivants d'un gérant d'établissement de monnaie électronique :

⁶ USSD signifie Unstructured Supplementary Service Data. Le protocole USSD permet d'accéder à certains services proposés par les opérateurs de réseaux mobiles tels que la consultation de solde, le transfert de crédit ou encore les transactions via les services financiers mobiles.



« Comme je sais lire un peu, j'ai commencé à faire les transferts. Et depuis, c'est ce travail que je fais. »

Somé - Transmigrant de 1^{ère} génération, gérant d'établissement de monnaie électronique à Méagui. Entretien individuel, Méagui.

Toutefois, pour une seconde catégorie de transmigrants de première génération, la compétence/confiance technologique dépend plus de l'apprentissage d'aptitudes innées que des compétences scolaires. Pour les participants à l'étude ayant adopté cette position, il est possible d'apprendre à utiliser les services financiers mobiles même quand on n'a pas été scolarisé. La réalisation régulière des transferts de fonds à partir des services financiers mobiles aide les usagers à intérioriser le protocole USSD. Selon ces participants à l'étude, cette compétence est même possible pour les transmigrants de première génération appartenant à la catégorie des séniors et qui ne sont pas des *digital natives*. L'apprentissage de l'usage des services financiers mobiles est lui-même conditionné par l'intérêt qu'on lui porte. En effet, la plupart des participants, qui ont affirmé ne pas avoir une compétence/confiance technologique en matière d'usage des services financiers mobiles, estiment qu'ils n'ont jamais essayé de réaliser un transfert à partir de leur porte-monnaie électronique et qu'ils ne voyaient pas l'intérêt de le faire puisque les établissements de monnaie électronique offrent déjà de telles prestations.

« Même si tu ne sais pas lire, si tu es intelligent, si on te montre... Il y a des personnes qui ne savent même pas lire leurs noms, mais si tu leur montres, ils savent envoyer. Je connais des personnes comme ça. »

Sawadogo - Transmigrant de 1^{ère} génération, Entretien individuel, Méagui.

De plus, l'importance de l'apprentissage dans le processus d'appropriation des services financiers mobiles semble être reconnue par les opérateurs de réseaux mobiles, qui déploient des équipes sur le terrain afin de promouvoir les services de leurs entreprises et aussi d'initier les populations à l'usage des services financiers mobiles. En plus des équipes spécialement déployées sur le terrain à cette fin, les opérateurs de réseaux mobiles s'appuient également sur les conseillers clientèle en agence et sur les gérants d'établissements de monnaie électronique. Ces derniers, qui sont la plupart du temps familiers de la clientèle (étant donné que les établissements de monnaie électronique sont généralement gérés par des membres de la communauté dans laquelle ils sont installés), jouent le rôle de relais des opérateurs de réseaux mobiles.

Ainsi, la compétence/confiance technologique, réalité qui se distingue du niveau d'instruction, mais qui est parfois fondée sur les compétences scolaires ou sur



l'apprentissage, se pose comme une variable essentielle dans l'interprétation des usages des services financiers mobiles. Mais à côté de la compétence/confiance technologique, l'accessibilité des services financiers mobiles influence les usages de ces services par les transmigrants Burkinabé de première génération.

II-1-1-1 L'accessibilité des services financiers mobiles

L'accessibilité des services financiers mobiles favorise l'appropriation et les usages de ces services par les transmigrants Burkinabé de première génération. En effet, la diffusion du téléphone mobile (aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain ivoiriens) a facilité la diffusion des services financiers mobiles à Méagui. La proximité géographique des établissements de monnaie électronique consécutive à cette diffusion suscite un sentiment d'évidence chez les transmigrants burkinabé de Méagui, lorsqu'il est question de justifier le choix des services financiers mobiles pour les transferts transnationaux.

« Partout, même au village, il y a des cabines Orange money. Dans les marchés, il y a des cabines Orange money. C'est pour cela que nos parents qui sont au village, au Burkina, eux-mêmes ils aiment Orange money parce que pour retirer l'argent c'est facile. »

Sawadogo - Transmigrant de 1^{ère} génération, Entretien individuel, Méagui.

D'un autre côté, les transmigrants de première génération de Méagui estiment qu'avec les services financiers mobiles, il est possible d'effectuer des transactions directement à partir de l'artefact et sans se déplacer, à condition d'avoir son portemonnaie électronique déjà approvisionné et d'avoir la compétence/confiance technologique requise. Il est aussi possible d'expédier de l'argent à tout moment. D'où le fait que les services financiers mobiles soient perçus comme des services favorisant l'autonomie des usagers.

II-1-1-2 Facilité et fiabilité des services financiers mobiles

Pour les transmigrants de première génération interrogés lors de cette étude, les transferts d'argent à partir des services financiers mobiles ne nécessitent pas de procédures administratives complexes. Ce fait rend les usages des services financiers mobiles plus faciles que ceux des sociétés de transferts d'argent tels que Western union, par exemple. De plus, les pièces d'identité ne sont pas requises lors des opérations d'envois et de retraits dans les établissements de monnaie électronique. Les difficultés d'accès aux services de Western union, notamment en zone rurale, amènent également plusieurs transmigrants de première génération à préférer les services financiers mobiles. Au Burkina Faso, les villages dans lesquels vivent les



bénéficiaires des transferts de fonds ne sont pas toujours dotés en agence Western union. Lorsqu'ils doivent retirer de l'argent à partir de ce service, ces derniers sont souvent obligés de parcourir de longues distances pour trouver une agence. De plus, avec Western Union, les horaires de services sont clairement définis.

Pour pouvoir effectuer des opérations de retraits de fonds à partir des services financiers mobiles, le bénéficiaire doit connaître son code secret. Les usagers des services financiers mobiles ayant participé à l'étude estiment, par ailleurs, que ce code secret est facile à mémoriser. Ils soutiennent aussi que la rapidité des transactions effectuées avec les services financiers mobiles est un aspect important de la facilité qui caractérise les usages de ces services. Grâce aux services financiers mobiles, les bénéficiaires des transferts de fonds reçoivent une notification presque aussitôt que des fonds leur ont été transféré. Et une fois qu'ils reçoivent ces notifications, ils peuvent se rendre dans un établissement de monnaie électronique pour effectuer le retrait.

« Avant, avec la poste, lorsque tu envoies de l'argent, des fois, ça fait 2 semaines ou 3 semaines avant que l'argent n'arrive. Aujourd'hui, dès que tu fais le transfert, ils vont t'appeler pour te dire que l'argent est arrivé. C'est pour cela que nous on a choisi Orange. »

Zida - Transmigrant de 1^{ère} génération, Entretien individuel, Méagui.

Par ailleurs, les services financiers mobiles sont décrits comme des services fiables. Les usagers interrogés se sentent rassurés par les garanties sécuritaires offertes par ces services, qui permettent de savoir si l'argent transféré est effectivement arrivé à destination (grâce aux notifications envoyées par l'opérateur de réseaux mobiles).

II-1-1-3 L'importance de la valeur du montant à transférer

Pour certains usagers interrogés, les services financiers mobiles sont des canaux utilisés pour les envois de « petites sommes ». Ces « petites sommes », rappelons-le, sont envoyées au Burkina Faso afin de permettre aux membres de la famille qui y sont de subvenir à leurs besoins. En outre, l'impossibilité de retirer des sommes « élevées » au niveau des établissements de monnaie électronique dans les villages du pays d'origine, où se trouvent les bénéficiaires, conduisent les expéditeurs à privilégier les services financiers mobiles. Il convient de préciser qu'en dépit de l'insatisfaction qui transparaît dans les représentations sociales liées aux usages des services Western union exposées plus haut, ces services sont utilisés par certains transmigrants de première génération pour les transferts des sommes perçues comme « importantes », en termes de volume. L'on remarque également une préférence pour ces services chez un certain nombre de participants.



Ainsi, la compétence/confiance technologique, l'accessibilité des services financiers mobiles, la valeur perçue du montant à transférer, la facilité qui (pour certains participants) caractérise les usages des services financiers mobiles et leur fiabilité sont ici les principales logiques sociales à l'origine des usages des services financiers mobiles par les transmigrants Burkinabé de première génération installés à Méagui. Mais comment est-ce que ces services intègrent-ils le spectre des pratiques financières transnationales de la diaspora burkinabé ?

II-1-2 Typologie et fondements socio-anthropologiques des usages des services financiers mobiles des transmigrants Burkinabé de première génération

L'intégration des services financiers mobiles à l'ensemble des pratiques financières des transmigrants de première génération se fait de deux manières : par l'usage exclusif des services financiers mobiles pour les transferts de fonds à destination du pays d'origine et par les usages concomitants des services financiers mobiles et d'autres canaux de transferts de fonds (Western Union, canaux informels de transferts de fonds). Il convient de préciser que certains transmigrants Burkinabé de première génération refusent d'intégrer les services financiers mobiles à leurs spectres de pratiques financières.

L'apparition des services financiers mobiles dans le paysage économique en Côte d'Ivoire a entraîné un certain nombre de mutations au niveau des pratiques financières, notamment au niveau des transferts de fonds entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso. Ces mutations sont relatives à l'intensité et à la régularité des transactions et aussi à l'abandon de certains canaux de transferts de fonds. D'où l'usage exclusif des services financiers mobiles par certains transmigrants ayant participé à cette étude. Le choix de l'usage exclusif des services financiers mobiles trouve son explication aussi bien dans les logiques énoncées dans la section précédente que dans les représentations sociales liées aux usages des autres canaux de transferts de fonds. Rappelons que ceux-ci sont décrits par les participants à l'étude comme étant chronophages, contraignants au niveau des formalités administratives et plus chers que les services financiers mobiles. Les problèmes d'accessibilité qu'ils posent (l'éloignement des points de services, les problèmes de réseau, les horaires de services) sont aussi les causes d'une certaine insatisfaction.

« Western union... ça fait longtemps. Je n'utilise plus ça. Eux-mêmes (les agents de Western union) ils sont venus nous demander et puis on a donné notre sentiment, pourquoi on va chez les autres (les services financiers mobiles). C'est plus facile qu'avant. »



Thomas d'Aquin - Transmigrant de 1ère génération, Entretien individuel,
Méagui.

Les usages concomitants des services financiers mobiles et d'autres canaux de transferts de fonds répondent à une logique d'assignation de rôles aux divers canaux adoptés ou encore à leur accessibilité au moment où l'utilisateur désire effectuer la transaction. En effet, tandis que les services financiers mobiles sont utilisés pour réaliser les transferts de fonds courants, nécessaires pour la satisfaction des besoins des parents installés au Burkina Faso (qui requiert des sommes perçues comme étant modestes par les transmigrants de première génération), les services de Western Union sont utilisés pour le transfert de « gros montants », servant par exemple à la réalisation d'investissements dans le pays d'origine.

« Je n'ai pas laissé tomber Western Union. J'utilise Orange Money, et Western Union pour les fortes sommes. »

Ilboudo - Transmigrant de 1ère génération, Entretien individuel, Méagui.

La résistance face aux services financiers mobiles affichée par certains participants est justifiée par le manque de confiance vis-à-vis de cette technologie et de la logistique déployée par les opérateurs de réseaux mobiles. Ce manque de confiance dépend du degré de connaissance des services financiers mobiles et de la familiarité avec ces services. De plus, pour les transmigrants interrogés au cours de cette étude, la banque est une institution qui inspire beaucoup plus confiance, comparativement aux établissements de monnaie électronique souvent abrités par des bâtiments de fortune et gérés par un personnel n'ayant pas forcément fait de longues études.

Cette étude a permis de distinguer deux (02) types d'usages des services financiers mobiles :

- ✓ les envois directs à partir du téléphone ;
- ✓ les envois et les retraits en ayant recours à la médiation d'un tiers (qui peut être un transmigrant de seconde génération, un autre transmigrant de première génération, un gérant d'établissement de monnaie électronique, etc.).

Les envois directs à partir du téléphone procèdent d'une volonté de payer des frais d'envois moins élevés, étant donné que les envois dans les établissements de monnaie électronique coûtent plus cher que les envois directs à partir des téléphones mobiles des usagers et sont révélateurs de la compétence/confiance technologique du transmigrant de première génération. Ici, les transmigrants de première génération qui possèdent des portemonnaies électroniques effectuent directement les transferts de fonds à partir du protocole USSD.



« C'est à partir de mon téléphone que j'envoie de l'argent. Si j'ai au moins 100.000 francs dans mon téléphone, que j'ai un problème de 10.000 francs ou 15.000 que je dois résoudre à partir de la Côte d'Ivoire ou bien au niveau du Burkina, j'envoie directement l'argent. »

Zida - Transmigrant de 1^{ère} génération, Entretien individuel, Méagui.

Avec certains participants en revanche, l'on constate qu'il n'est pas nécessaire de posséder un portemonnaie électronique pour pouvoir envoyer de l'argent. Partant, ces derniers transfèrent généralement des fonds à partir des établissements de monnaie électronique et n'ont souvent jamais effectué d'envoi à partir de leurs portemonnaies électroniques. Ils estiment qu'ils n'ont d'ailleurs pas à le faire, étant donné que les établissements de monnaie électronique et les gérants qu'on y trouve ont pour rôle d'effectuer ce type de transaction pour le compte des usagers.

« Bon, il y a des gens qui disent qu'on peut envoyer de l'argent directement à partir de son téléphone. Mais comme je n'ai jamais essayé... sinon les gens en parlent. Bon, pour faire mes transferts, je rentre dans une agence. »

Ilboudo - Transmigrant de 1^{ère} génération, Entretien individuel, Méagui.

En outre, le recours à la médiation des autres transmigrants (de première et de seconde génération) se pose comme une pratique identifiée dans le cadre de cette étude. La médiation prend elle-même diverses formes. Parfois, l'intermédiaire est sollicité pour effectuer le transfert de fonds à la place du bénéficiaire. Celui-là réalisera la transaction soit à partir de son propre portemonnaie électronique, soit à partir du portemonnaie électronique du transmigrant de première génération ou alors il se rendra dans un établissement de monnaie électronique à la place du transmigrant de première génération. La médiation signifie également approvisionnement du portemonnaie électronique du transmigrant de première génération par l'intermédiaire à partir d'un établissement de monnaie électronique, puis transmission de consignes relatives au protocole USSD pour la réalisation de la transaction. Par ailleurs, l'intermédiaire peut également intervenir pour initier le transmigrant de première génération à l'usage des services financiers mobiles. Toutefois, il faut souligner que les interventions des intermédiaires concernent aussi bien le pays d'accueil que le pays d'origine, où les bénéficiaires des fonds transférés se tournent parfois vers des intermédiaires pour les retraits.

« Lorsque j'envoie de l'argent à ma femme au Burkina, il y a le fils de mon grand frère qui est dans la cour. C'est à lui que j'envoie l'argent et il prend pour donner à ma femme. »

Sawadogo - Transmigrant de 1^{ère} génération, Entretien individuel, Méagui.



« Chez nous, on dit que tu ne peux pas avoir un enfant et puis marcher sous le soleil pour aller faire des commissions. Même si c'est le papa qui doit envoyer l'argent, et que l'argent va en son nom, c'est l'enfant qui va faire le transfert. C'est comme ça. »

Zoungrana - Transmigrant de 2^{de} génération, Entretien individuel, Méagui.

III - DISCUSSION DES RESULTATS

Il convient, dans un premier temps, d'aborder ici l'influence de certaines difficultés rencontrées sur les résultats produits dans le cadre de cette étude. En effet, les acteurs identifiés pour la réalisation des entretiens individuels étaient les transmigraⁿts, de première et de seconde génération, et les représentants des opérateurs de réseaux mobiles notamment Orange Côte d'Ivoire, MTN Côte d'Ivoire et Moov Côte d'Ivoire. Cependant seul MTN Côte d'Ivoire a accepté d'accorder un entretien, à travers un agent du service marketing des services financiers mobiles de cette entreprise. Le fait d'interroger les représentants d'un seul opérateur de réseaux mobiles n'a évidemment pas permis d'accéder à la diversité des perceptions des opérateurs de réseaux mobiles relativement au phénomène étudié et à la diversité des réalités auxquelles les opérateurs de réseaux mobiles sont confrontés en tant qu'acteurs importants des transferts de fonds transnationaux. De plus, cet article a accordé une importance particulière aux points de vue des transmigraⁿts de première génération et, dans une moindre mesure, à ceux de la seconde génération⁷. La diaspora burkinabé en Côte d'Ivoire se réduit-elle à ces deux générations ? Bien sûr que non. Ce choix repose sur une volonté de s'appuyer sur un cadre conceptuel plus ou moins bien établi et qui prend en compte ces deux niveaux de l'appartenance générationnelle dans l'étude des communautés diasporiques (Boyer, 2016; Boyer et Néya, 2015. ; Foner et Dreby, 2011; Gualda cité dans Camponovo, 2017 ; etc.). Les recherches effectuées lors de la réalisation de cette étude ne nous ont pas permis d'identifier des textes présentant des critères clairs permettant de caractériser la troisième génération, la quatrième génération, etc.⁸ La prise en compte de catégories définies et discutées dans la littérature sur la sociologie des migrations, paraissait offrir plus de garanties en termes de rigueur.

⁷ Les interviews réalisées avec les transmigraⁿts de seconde génération avaient pour thème principal leur médiation dans la réalisation des transferts transnationaux.

⁸On trouve toutefois des textes abordant la catégorie « descendants d'immigrés », catégorie beaucoup plus générale.



L'analyse de l'interaction dialogique qui s'établit entre les services financiers mobiles et les usagers transmigrants de première génération révèle qu'au-delà des types d'interventions identifiés par Proulx (2005) (le déplacement⁹, l'adaptation¹⁰, l'extension¹¹ et le détournement¹²), le recours à la médiation intervient et s'impose comme un élément essentiel qui caractérise la relation transmigrant – services financiers mobiles. Ces interventions d'un intermédiaire s'apparentent à une forme d'adaptation, une « modification » du dispositif par ajout d'un nouvel élément (l'intermédiaire) au dispositif afin d'en faciliter les usages. Cette modification, qui a plus un caractère sociologique que technique ou technologique, fait partie intégrante des habitudes de certains usagers et n'a pas forcément un caractère exclusif, dans la mesure où elle peut intervenir de manière irrégulière et à certaines conditions. Quoiqu'il en soit, ce type d'intervention, comme tous les autres, permet de contourner la virtualité du concepteur (les limites et possibilités de maniement qui apparaissent dans la conception de l'interface du dispositif).

Si les travaux de Proulx (2002 ; 2005 ; 2015, etc.), à l'instar de ceux de Douglas et Isherwood (cités dans Livingstone et Zeitlin, 1996), ont le mérite d'éclairer sur le rôle important que jouent les significations sociales dans les usages sociaux d'objets techniques, cette étude souligne le caractère essentiel de la compétence/confiance technologique, qui apparaît comme un regard que les transmigrants portent sur leurs maîtrises techniques des services financiers mobiles. La compétence/confiance technologique peut être un enjeu de pouvoir, dans la mesure où au sein des communautés, elle peut conférer un statut social valorisant à ceux qui la possèdent (Pilote, 2014 ; Proulx, 2005). L'importance de la compétence/confiance technologique ne doit pas conduire à une mésestimation du niveau d'instruction. Il participe dans certains cas à l'affirmation de la compétence/confiance technologique dans la mesure où il constitue l'une des bases à partir desquelles se fonde l'apprentissage des usages (Pilote, *op. cit.*).

Les résultats de notre étude, tranchent avec les positions de Néya (*op. cit.*) et de Zongo (*op. cit.*) qui présentent le niveau d'instruction comme l'une des variables clés qui déterminent le choix des canaux de transferts de fonds de la diaspora burkinabé en Côte d'Ivoire. Comme cette étude le démontre, les usages des services financiers

⁹ La modification du spectre des usages sans introduction de modifications majeures au niveau du dispositif technique.

¹⁰ La modification du dispositif technique en vue d'un ajustement à un (des) usage(s), sans changement au niveau de sa fonction originelle.

¹¹ L'ajout d'éléments au dispositif en vue d'un élargissement de la liste de ses fonctions.

¹² L'usage du dispositif pour un propos qui n'a rien à voir avec les usages prévus.



mobiles dépendent plus de la compétence/confiance technologique que des compétences scolaires et ces compétences scolaires apparaissent comme une composante de la compétence/confiance technologique.

Il faut cependant remarquer qu'à l'instar des travaux de Néya (*op. cit.*), cette étude souligne l'importance des perceptions relatives à l'accessibilité géographique des agences de transferts de fonds : les services financiers mobiles sont choisis par les transmigrants de première génération à cause de la diffusion et de la proximité des établissements de monnaie électronique dans les localités concernées par l'étude.

Conclusion

La compétence/confiance technologique, l'accessibilité des services financiers mobiles, la valeur perçue des montants à transférer, la fiabilité et la facilité qui caractérisent ces services (aux yeux des participants à l'étude) fondent les usages des services financiers mobiles des transmigrants Burkinabé de première génération (dans le cadre des transferts de fonds à destination de leur pays d'origine). En outre, à côté des envois directs effectués à partir du téléphone mobile, le recours à la médiation apparaît comme un type d'intervention qui caractérise les usages des services financiers mobiles. À ce niveau, les transmigrants de seconde génération font parfois figure d'intermédiaire privilégiés, devenant du coup d'importants acteurs de l'animation des champs sociaux transnationaux.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

BARUSSAUD S., MORVANT-ROUX S. & ILBOUDO D. (2017). « *Cross-border Transfers as a Strategic Tool to Promote the Diffusion of Mobile Money in Rural Areas: The case of Burkinabe Diaspora Living in Ivory Coast* », UCI-IMTFI, Working Paper.

BOYER, F. (2016). De l'ambivalence des retours de Burkinabè de CI à Ouagadougou : une approche générationnelle. In S. Bredeloup et M. Zongo (dir.), *Repenser les mobilités burkinabè* (pp. 121-144). Collection Études Africaines. Paris : L'Harmattan.

BOYER, F. & NEYA, S. (2015). Retours, circulations, installations ? Les reconfigurations du système migratoire ivoiro-burkinabè. *Afrique et développement*, XL (1), 63-79.

BREDELOUP, S. & BERTONCELLO, B. (2016). Les « Italiens » de Béguédo, acteurs du développement urbain : une exemplarité à réinterroger. In S. Bredeloup et M. Zongo (dir.), *Repenser les mobilités burkinabè* (pp. 223-251). Collection Études africaines. Paris : L'Harmattan.



- CAMPONOVO, S. (2017). *Quel sentiment d'appartenance et quelle identité développent les migrants du Tessin ?* (mémoire de maîtrise, Université de Genève, Genève, Suisse).
- DE HAAS, H. (2010). Migration et développement : une perspective théorique. *The International Migration Review*, 44(1), 227-264.
- FONER, N. & DREBY, J. (2011). Relations between the generations in immigrants families. *Annualreview of sociology*, 37, 545-564.
- GALLAGHER, F. (2014). La recherche descriptive interprétative. Description des besoins psychosociaux de femmes à la suite d'un résultat anormal à la mammographie de dépistage du cancer du sein. In M. Corbière et N. Larivière (dir.), *Méthodes qualitatives, quantitatives et mixtes dans la recherche en sciences humaines, sociales et de la santé* (pp. 5-27). Québec : Les Presses de l'Université du Québec.
- GLICK-SCILLER, N., Basch, L. & BLANC-SZANTON, C. (1992). Transnationalism: A new analytic framework for understanding migration. *Annals New York Academy of sciences*. 1-23.
- LACROIX, T., SALL, L., & SALZBRUNN, M. (2008). Marocains et sénégalais de France : permanence et évolution des relations transnationales. *Revue européenne des migrations internationales*, 24, (2), 23-43.
- LIVINGSTONE, S. & ZEITLIN, E. (1996). La signification des technologies domestiques. Une analyse des constructions mentales individuelles dans les relations familiales entre les sexes. *Réseaux*, 14 (79), 39-56.
- MATTELART, T. (2009). Les diasporas à l'heure des technologies de l'information et de la communication : petit état des savoirs. *Tic & société*, 3 (1-2), 11-57.
- MERLA, L. & BALDASSAR, L. (2010). Les dynamiques de soin transnationales. Entre émotions et considérations économiques. *Recherches sociologiques et anthropologiques*, 41 (1), 1-14.
- NEDELCO, M. (2010). Les migrants roumains online : identité, habitus transnationaux et nouveaux modèles du lien social à l'ère du numérique. *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 4 (41), 49-72.
- NEYA, S. (2016). Quand les transferts financiers contribuent à la structuration de la famille transnationale dans l'espace migratoire ivoiro-burkinabé. In S. Bredeloup et ZONGO (dir.), *Repenser les mobilités burkinabè* (pp. 175-198). Collection Études africaines. Paris : L'Harmattan.
- OIT (2010). *Faire des migrations un facteur de développement. Une étude sur l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Ouest*. Institut international d'études



- Sarr, P. A. (2009). *Transferts de fonds des migrants et développement en Afrique : une étude de cas sur le Sénégal*. Paris : OCDE.
- PAILLE, P. & MUCCHIELLI, A. (2012). *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*. Paris: Armand Colin.
- PILOTE, A-M. (2014). *L'appropriation des technologies de l'information et de la communication dans le processus d'autonomisation des jeunes femmes d'Afrique de l'Ouest*. (mémoire de maîtrise, Université Laval, Laval, Canada).
- PIRES, A. (1997). Échantillonnage et recherche qualitative : essai théorique et méthodologique. In J. Poupart, J.-P. Deslauriers, L.- H. Groulx, A. Laperrière, P. MAYER et A.P. PIRES, *La recherche qualitative : Enjeux épistémologiques et méthodologiques* (pp.113- 172). Boucherville : G. Morin.
- POTOT, S. (2018). Critique du transnationalisme. Un regard sur la formation en sociologie des migrations à l'URMIS. *e-Migrinter*, 17, 1-12.
- PROULX, S. (2002). Trajectoires d'usages des technologies de communication : les formes d'appropriation d'une culture numérique comme enjeu d'une « société du savoir ». *Annales des télécommunications*, 57(3/4), 180-189.
- PROULX, S. (2005). Penser les usages des technologies de l'information et de la communication aujourd'hui : enjeux-modèles-tendances. In L. Vieira et N. Pinède, *Enjeux et usages des TIC : aspects sociaux et culturels* (pp. 7-20). Bordeaux : Presses universitaires de Bordeaux.
- PROULX, S. (2015). La sociologie des usages, et après ?. *Revue française des sciences de l'information et de la communication*, [En ligne], 6 mis en ligne le 23 janvier 2015, consulté le 09 février 2015. URL : <http://rfsic.revues.org/1230>.
- SAVOIE-ZAJC, L. (2007). Comment peut-on construire un échantillonnage scientifiquement valide ? *Recherches Qualitatives*, Hors-Série, 5, 99-111.
- SAWADOGO, R. C. (2016). *Étude sur la diaspora burkinabè au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, en Italie et en France*. Ouagadougou : Organisation internationale pour les migrations. sociales. Genève: OIT.
- ZONGO, M. (2016). La diaspora burkinabè en Côte d'Ivoire : entre vulnérabilité et quête d'appartenance. In S. Bredeloup et M. Zongo (dir.), *Repenser les mobilités burkinabè* (pp. 37-66). Collection Études africaines. Paris : L'Harmattan.